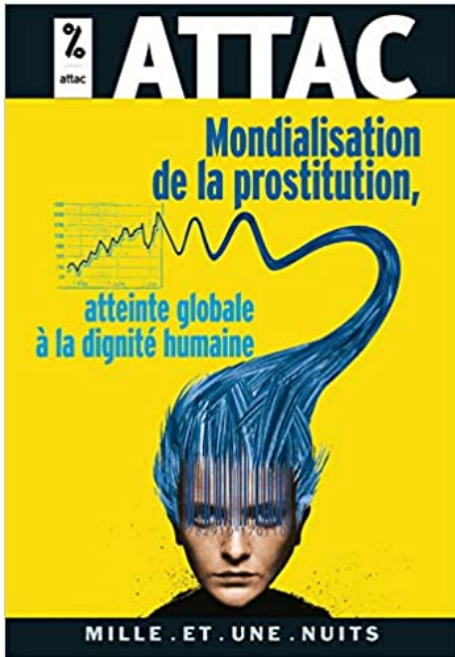


Un droit de réponse à [l'article de Lilian Mathieu](#), que nous adressent les autrices du livre critiqué.



Dans un article qu'il intitule « Ce que le mélange entre expertise et militantisme peut produire de pire », Lilian Mathieu (LM), sociologue au CNRS, attaque violemment le livre que nous avons publié sur la mondialisation de la prostitution. On reste ébahies devant tant d'agressivité et de mépris.

La moitié de la longue diatribe de LM est consacrée à critiquer les données chiffrées présentées dans le livre et l'usage que, selon lui, nous en faisons. Cette critique est assez curieuse. Le livre met en avant en effet à deux reprises (9 lignes pages 14-15, et 16 lignes pages 17-18) la difficulté d'avoir des données fiables ou officielles pour le secteur de la prostitution puisque les activités y sont en grande partie illégales. On explique que malgré les disparités constatées selon les sources et les définitions retenues, ces chiffres sont intéressants parce qu'ils témoignent d'une réalité et de l'ampleur du développement de la prostitution. Ils ne remplacent en aucun cas l'argumentation contre le système de prostitution, qui représente l'essentiel de notre développement. On se demande si LM balayerait du même geste méprisant les études sur d'autres secteurs « clandestins », comme par exemple la mafia, en réclamant des preuves que « *l'échantillon est représentatif* ».

Le reproche nous est fait que « *les sources de ces chiffres ne sont pas indiquées* » ou, plus loin, moins catégorique, que les références « *sont le plus souvent absentes* ». Le livre présente en réalité 28 références d'ouvrages et études, ce que LM nomme « *l'indigence de la bibliographie et des références* » !

Un point plus intéressant à commenter concerne l'accusation qui est faite au livre de « *vision caricaturale des rapports hommes/femmes* ». Nous dénierions aux femmes toute capacité d'action, elles seraient réduites à l'état de victimes. En démonstration de cette affirmation, quelques citations de verbes extraites du livre : les femmes « se font piéger », « sont vendues » ou « subissent », les proxénètes ou réseaux mafieux, eux, « agissent (p. 59)» (sic) et « profitent (p. 49)». Ces verbes avec numéros de page constituent autant de preuves définitives : le livre reproduit « *la schème féminin-passif/masculin-actif* » ! CQFD.

Pointer que les proxénètes font des profits serait donc rendre un hommage indu à l'agir masculin ? Affirmer que des femmes se font piéger dans les réseaux de prostitution serait leur « *dénier toute capacité d'action* » ? Cet argument reflète la posture du libéralisme philosophique, qui place au-dessus de tout la libre détermination des individus, le « libre choix », et occulte les rapports sociaux de domination dans lesquels chacun-e est pourtant pris. Les situations de précarité ou de misère, la domination patriarcale, etc. ne seraient que des éléments très secondaires, l'essentiel dans la vie de chacun-e serait la liberté individuelle d'être « *dans l'agir* » ! Escamoter le poids des rapports sociaux est tout de même un comble pour un sociologue !

Oui, les réseaux « profitent », les proxos « agissent ». Oui, l'immense majorité des personnes piégées sont des femmes, l'immense majorité des profiteurs sont des hommes. De peur de « *consolider les pires stéréotypes sexistes* », il faudrait se taire et rester dans le déni des violences et de la domination ? Nous nous y refusons. Les rapports hommes-femmes sont en effet caricaturés, précisément, dans le système prostitutionnel, lieu de tous les archaïsmes. Nous ne faisons que le dire. Il est un peu facile, de la part d'un chercheur, de faire semblant de nous confondre avec l'objet que nous dénonçons. De nous accuser de sexisme quand nous montrons à quel point le système prostitutionnel en est l'illustration réactionnaire.

Nous ne nions jamais la « capacité d'action » des personnes prostituées. Elles la montrent tous les jours. Ne serait-ce que pour résister aux violences, au mépris, à l'humiliation, dont sont si friands les « clients » et si coutumiers les proxénètes. L'abolitionnisme considère les personnes prostituées, non comme des êtres incapables, mais comme les victimes d'un système d'exploitation. Beaucoup, aussi fortes soient-elles, ont besoin d'être reconnues comme victimes afin de pouvoir se reconstruire. Cela ne les réduit pas pour autant à un statut de victimes.

(Il est par ailleurs regrettable, en ce qui concerne certaines associations dites de santé communautaires qui interviennent dans le champ de la prévention des Maladies Sexuellement Transmissibles, de voir se perpétuer une approche purement hygiéniste de la population prostituée dans la grande tradition héritée du 19ème siècle du Dr Parent-Duchâtelet, ghettoïsant ces personnes dans le carcan de l'urgence sans jamais leur proposer une prise en charge globale dont elles ont grandement besoin afin de se restaurer dans leur intégrité).

Il est dans l'air du temps de déplacer l'attention, non sur les faits dénoncés, mais sur ceux qui les dénoncent, accusés des pires maux. Plus grave, on voit apparaître aujourd'hui des comportements quasi terroristes, dignes des méthodes des meilleurs proxénètes, de la part d'associations pro prostitution visant à faire taire les associations abolitionnistes (actions de « zap », violences verbales et physiques lors de manifestations ou colloques). En cherchant à nous intimider, on nous empêche surtout de dénoncer les logiques qui produisent des rapports de domination, comme le système prostitutionnel. Et on maintient le statu quo sur les violences, les exploitations, les humiliations qui en font le quotidien. Pour le plus grand profit des proxénètes et le bon plaisir des « clients ». Décidément, dénoncer les vieux rapports de domination et les privilèges masculins reste hautement périlleux.

Ce n'est pas la domination qui dérange LM, mais celles et ceux qui la dénoncent. LM, si outrancier quand il s'agit de régler leur compte aux abolitionnistes, se montre beaucoup plus mesuré face aux acteurs du système prostitutionnel. Où remet-il en cause les méthodes des proxénètes, ou le « droit » séculaire des hommes à disposer du corps d'autrui, notamment féminin ? (mais celles et ceux qui s'y risquent ont forcément une

<https://www.contretemps.eu> **Ce que l'expertise sociologique peut produire... de moins productif** **redaction**
« *conception étroite de la sexualité* »). Dénonce-t-il la complaisance sociale qui légitime partout – et d'abord dans les médias- le système prostitutionnel ? Il est certes moins risqué de s'en prendre aux abolitionnistes.

LM se contente, dans ses travaux sur ce sujet, d'analyser la précarité, donc la dimension socio-économique, vécue par les personnes prostituées – nous pouvons partager sur ce plan l'essentiel de son analyse-. Mais il laisse de côté les autres facteurs participatifs, ce qui est éminemment dommageable à une compréhension globale et juste de la question. Nous allons plus loin et dénonçons l'ensemble des abus de pouvoir et des rapports d'inégalité qu'entérine le système prostitutionnel.

La critique de LM ne dit rien sur notre argumentation de fond qui défend le projet d'un monde sans prostitution tout en prenant la défense des prostituées. Qu'en pense-t-il ? Il parle, au moment de sa conclusion et entre deux invectives, de « *cause pourtant légitime* ». Il serait un allié ? Alors, « gardez-moi de mes amis, je me charge de mes ennemis ».

*

Les autrices du livre *Mondialisation de la prostitution, atteinte globale à la dignité humaine* (C. Blasco, E. Jeffers, H. Llanque, C. Marty, J. Pénit, L. Rolet, S. Treillet, C. Legardinier, J. Trinquant).